



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 6 au 10 juillet 2026

English summary

Southern Africa

- South Africa's growth outlook revised upward: The IMF slightly raised its 2026 growth forecast despite weaker global prospects
- China expands yuan clearing in Africa: Standard Bank and ICBC will provide renminbi clearing services across the continent

South Africa

- Municipal funding suspended: The Treasury halted transfers to 69 municipalities, including Johannesburg, over governance failures.
- Adnoc acquires Shell's fuel distribution business : The Emirati oil company will acquire Shell's South African downstream assets for USD 1bn, marking its entry into the market.
- Long-distance rail revival stalls: Prasa has rejected proposals to restore long-distance passenger services, citing unsustainable financial costs.
- Cape Town leads South Africa's start-up ecosystem: The city has overtaken Johannesburg as the country's top start-up hub, ranking third in Africa.

Angola

- Lobito Corridor secures USD 753m upgrade: New financing will modernise the railway linking Angola to the DRC
- Inflation eases further in June: Annual inflation slowed for the 23rd consecutive month to 10.1%
- Unitel launches IPO: Angola's largest telecom operator has begun listing 15% of its shares

- Foreign exchange supply increases: Higher forex availability is helping stabilise the exchange rate
- Agencies warn over TRS debt risks: Moody's and Fitch raised concerns over Angola's growing use of TRS financing
- Angola and DRC strengthen central bank ties: The two countries signed a financial cooperation agreement
- Local content rises in the oil sector: Angolans now account for 87% of the industry's workforce

Botswana

- Botswana adopts major tax reform: New measures aim to strengthen tax collection and broaden the tax base
- CFAO Healthcare expands into Botswana: The group acquired a 75% stake in pharmaceutical distributor Medswana, strengthening its regional healthcare network

Mozambique

- Mozambique issues new Treasury bonds: The government completed its seventh bond issuance of 2026
- PMI returns to neutral: Private sector activity stabilised in June after two months of contraction
- TotalEnergies plans 7.1 MW solar plant: The project will power operations at the Mozambique LNG site

Namibia

- China and Namibia strengthen economic ties: President Nandi-Ndaitwah's state visit to China resulted in new agreements on infrastructure, digitalisation and industrial cooperation
- Namibia prepares nuclear energy framework: The government is drafting legislation to support the development of a domestic nuclear power industry

Zambia

- Private sector activity remains subdued: The Stanbic PMI edged up to 49.9 in June, pointing to broadly stable business conditions

A LA UNE – Namibie

La visite d'État de la présidente Netumbo Nandi-Ndaitwah en Chine scelle de nouveaux partenariats stratégiques et industriels

La présidente namibienne, Netumbo Nandi-Ndaitwah, effectue une visite d'État en Chine du 5 au 11 juillet 2026, visant à approfondir le partenariat stratégique global entre Windhoek et Pékin. Accompagnée d'une importante délégation ministérielle et de chefs d'entreprise, la cheffe de l'État a mené des discussions de haut niveau axées sur la coopération économique, le développement des infrastructures logistiques et la transition énergétique. Une séquence clé de ce déplacement a été la visite des installations de China General Nuclear Power Corporation (CGN) — l'opérateur de la mine d'uranium namibienne de Husab —, jetant les bases d'un accompagnement technique chinois pour le futur programme électronucléaire de la Namibie. Les deux pays ont également signé plusieurs protocoles d'accord portant sur la modernisation agricole, l'économie numérique et le financement de projets d'infrastructures routières et portuaires.

Ce déplacement confirme la place prépondérante de la Chine en tant que premier partenaire commercial et investisseur de la Namibie (Près de 18 % des exportations namibiennes et 30 % des flux d'IDE globaux), notamment dans le secteur extractif (via le contrôle majoritaire des deux principales mines d'uranium du pays, Husab et Rössing, par les groupes étatiques CGN et CNUC). [Pour le gouvernement namibien, l'enjeu principal consiste à négocier un virage vers la transformation locale de ses ressources minières \(uranium, lithium\) et à capter des transferts de technologies pour soutenir son industrialisation, rompant ainsi avec le modèle traditionnel d'exportation de minerais bruts.](#) Pour Pékin, la consolidation des relations avec Windhoek s'inscrit dans une stratégie de long terme visant à sécuriser ses approvisionnements en métaux critiques en Afrique australe. Cette visite intervient également dans un contexte de diplomatie active, renforçant l'axe sino-namibien en amont des prochaines échéances multilatérales majeures entre la Chine et le continent africain.

Sommaire :

Afrique australe

- Le FMI relève légèrement ses prévisions de croissance pour l'Afrique du Sud en 2026
- La Chine désigne Standard Bank et ICBC comme banques de compensation du yuan en Afrique

Afrique du Sud

- Le Trésor sud-africain suspend les financements de 69 municipalités
- Adnoc rachète les activités de distribution de Shell en Afrique du Sud
- Prasa juge financièrement insoutenable la relance des trains longue distance
- Le Cap devient le premier écosystème de start-up d'Afrique du Sud

Angola

- 753 MUSD mobilisés pour moderniser le corridor ferroviaire de Lobito
- L'inflation poursuit son ralentissement en juin
- Unitel lance son introduction en bourse dans le cadre du programme Propriv
- La hausse de l'offre de devises soutient la stabilité du kwanza
- Les agences de notation alertent sur les risques liés aux financements de type TRS
- Les banques centrales angolaise et congolaise renforcent leur coopération
- Les Angolais représentent désormais 87 % de la main-d'œuvre du secteur pétrolier

Botswana

- Le Botswana met en œuvre une vaste réforme de son système fiscal
- CFAO Healthcare rachète 75 % du distributeur pharmaceutique botswanais Medswana

Mozambique

- Le Mozambique réalise une nouvelle émission d'obligations du Trésor
- Le PMI retrouve le seuil de stabilité en juin
- TotalEnergies prévoit une centrale solaire de 7,1 MW pour le projet Mozambique LNG

Namibie

- La Namibie prépare un cadre législatif pour développer une filière électronucléaire

Zambie

- L'activité du secteur privé reste quasi stable en juin

Afrique Australe

Le FMI révisé la croissance mondiale à la baisse, mais revoit légèrement à la hausse les perspectives de croissance de l'Afrique du Sud

Le FMI a publié cette semaine une mise à jour de ses Perspectives économiques mondiales (*World Economic Outlook – WEO*). Invoquant les effets persistants du conflit au Moyen-Orient, les prix élevés de l'énergie, l'incertitude géopolitique et la fragmentation croissante des échanges commerciaux, l'organisation monétaire internationale a abaissé ses prévisions de croissance pour 2026 à 3,0 % au niveau mondial (contre une estimation précédente de 3,1 %). Un rebond à 3,4 % est toutefois attendu en 2027, sous réserve d'une stabilisation des marchés de l'énergie et d'un retour à la normale du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz.

Si la prévision de croissance pour l'Afrique subsaharienne est restée inchangée à 4,3 % pour 2026, les perspectives de croissance de l'Afrique du Sud ont été légèrement revues à la hausse (+1,1 % pour 2026, contre 1,0 % précédemment), en raison de l'avancée des réformes structurelles. Elles ont été maintenues à 1,3 % pour 2027.

La Chine autorise Standard Bank et ICBC à assurer la compensation du yuan sur le continent

La Banque populaire de Chine (PBoC) a autorisé *Standard Bank Group* et *Industrial and Commercial Bank of China* (ICBC) à opérer comme banques de compensation en renminbi (RMB) pour l'Afrique, dans le cadre des efforts de Pékin visant à renforcer l'internationalisation de sa monnaie. Les

deux établissements fonctionneront conjointement sous l'appellation de *Renminbi Clearing Bank of Africa* et pourront assurer la compensation du yuan dans 19 pays africains.

Cette décision permettra aux entreprises et institutions financières africaines d'accéder plus directement au système financier chinois, notamment aux infrastructures de liquidité et aux marchés de capitaux, facilitant ainsi les flux commerciaux et d'investissement transfrontaliers avec la Chine. Elle s'inscrit dans la stratégie chinoise visant à réduire la dépendance au système de paiement international dominé par le dollar américain et à développer l'usage du yuan dans les échanges internationaux.

L'annonce intervient alors que les relations commerciales sino-africaines continuent de se renforcer : alors que, selon les données douanières chinoises, les échanges entre la Chine et l'Afrique ont progressé de près de 18 % en 2025, Pékin a supprimé les droits de douane sur les importations en provenance de 53 pays africains à partir du 1er mai 2026. Standard Bank, première banque africaine à rejoindre le système chinois de paiement interbancaire transfrontalier (*Cross-Border Interbank Payment System*, CIPS) en novembre 2025, avait déjà traité 500 MUSD de transactions au cours de ses quatre premiers mois d'activité, principalement liées au commerce physique. Cette évolution reflète le poids croissant des partenaires asiatiques dans les échanges africains, la Chine étant désormais la principale source d'intrants pour une majorité des entreprises interrogées dans plusieurs marchés africains.

Afrique du Sud

Le National Treasury coupe les financements de 69 municipalités défaillantes, dont Johannesburg

Le *National Treasury* a suspendu au mois de juillet les transferts destinés à 69 municipalités, dont la ville de Johannesburg, invoquant une mauvaise gestion financière persistante, des audits non-satisfaisants et le non-respect de la loi sur la gestion des finances municipales. Cette décision a été prise en vertu de l'article 216(2) de la Constitution et de l'article 38 de la loi sur la gestion des finances municipales (*Municipal Finance Management Act*). Selon le Trésor, les municipalités ont accumulé 145,21 Md ZAR de dépenses irrégulières depuis l'exercice 2021-2022, dont 40,14 Md rien que sur l'exercice 2024-2025. Sur la même période, elles ont enregistré 24,12 Md ZAR de dépenses improductives ou inutiles et 118,13 Md ZAR de dépenses non autorisées. 116 municipalités ont par ailleurs adopté des budgets non financés pour l'exercice 2024-2025, tandis que le montant total des intérêts dus par les municipalités s'élevait à 3,4 Md ZAR pour Eskom et à 1,21 Md ZAR pour les organismes de gestion de l'eau. Dans ce contexte, seules 39 des 257 municipalités d'Afrique du Sud ont obtenu une certification sans réserve de leurs comptes sur l'exercice 2024-2025. Le Trésor a ainsi fait valoir que le non-paiement par les municipalités menaçait la viabilité financière d'Eskom, des organismes de gestion de l'eau et d'autres institutions publiques.

L'émirati Adnoc acquiert les activités de distribution de Shell en Afrique du Sud pour 1 Md USD

Abu Dhabi National Oil Company (Adnoc), via sa filiale Adnoc Distribution, a conclu un accord portant sur l'acquisition des activités de distribution de Shell en Afrique du Sud pour une valeur d'entreprise de 1 Md USD. L'opération comprend un réseau de 580 stations-service sous enseigne Shell, ainsi que les activités de vente en gros de carburants (industriels, mines...), d'avitaillement aérien et de lubrifiants. La finalisation de la transaction est attendue en 2027, sous réserve des autorisations réglementaires. Acteur intégré sur la chaîne de valeur des hydrocarbures, Adnoc prévoit ensuite de céder 28 % du capital à un partenaire local de Black Economic Empowerment (BEE) ainsi qu'aux salariés, tout en conservant l'usage de la marque Shell dans le cadre d'un accord de licence de long terme.

Cette acquisition marque l'entrée d'Adnoc sur le marché sud-africain et s'inscrit dans la stratégie d'internationalisation du groupe émirati, qui multiplie les acquisitions à l'étranger afin de diversifier ses actifs en aval de la chaîne pétrolière. Elle confirme également la recomposition du secteur sud-africain de la distribution de carburants, après le rachat des stations Caltex par Glencore en 2018 et celui d'Engen par Vivo Energy en 2025. Pour Shell, cette cession s'inscrit dans une stratégie de recentrage sur ses actifs pétroliers et gaziers les plus rentables. La transaction témoigne enfin de l'intérêt croissant des investisseurs du Golfe pour les infrastructures énergétiques africaines, dans un contexte de concurrence

accrue entre grands groupes internationaux.

Prasa juge les propositions de relance des trains longue distance financièrement insoutenables

La Passenger Rail Agency of South Africa (Prasa) a indiqué que les propositions reçues dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt lancé en 2025 pour relancer les services ferroviaires voyageurs longue distance sont financièrement inabordables et, dans certains cas, plus coûteuses que le transport aérien. Les lignes concernées relient le Gauteng à Musina, Durban et Mbombela. Selon la ministre des Transports Barbara Creecy, l'ensemble des scénarios proposés repose sur un soutien financier de l'État, alors que les contraintes budgétaires actuelles ne permettent pas de subventionner ces services. Le gouvernement étudie désormais différents modèles économiques, notamment un mécanisme de péréquation reposant sur une subvention basée sur les bénéfices attendus du fret ferroviaire.

Cette situation illustre les difficultés persistantes de la relance du transport ferroviaire voyageurs en Afrique du Sud, malgré les progrès enregistrés sur le réseau de banlieue. Prasa a rétabli 35 des 40 lignes prioritaires et le nombre annuel de voyageurs est passé de 10 millions en 2020/21 à plus de 100 millions en 2025/26. En parallèle, le gouvernement poursuit la réforme structurelle du secteur ferroviaire, avec l'ouverture progressive du réseau aux opérateurs privés et un objectif de 250 Mt de fret transportées par rail d'ici 2030. La viabilité économique des services voyageurs longue distance demeure toutefois conditionnée à

l'amélioration des infrastructures ferroviaires appartenant à Transnet et à la capacité de mobiliser de nouveaux financements publics et privés.

Le Cap devient le premier écosystème de start-up d'Afrique du Sud et se classe troisième en Afrique

Le Cap est devenu le principal écosystème de start-up d'Afrique du Sud en se hissant à la 114^e place mondiale du Global Startup Ecosystem Index 2026 de StartupBlink, devant Johannesburg (122^e). À l'échelle du continent, la ville se classe troisième, derrière Lagos et Le Caire. Dans son discours d'ouverture du Google Cloud Summit, qui s'est tenu le 1^{er} juillet (le premier en Afrique), le président Cyril Ramaphosa s'est félicité de cette performance, soulignant le rôle des technologies numériques et de l'innovation dans la croissance économique. Au niveau national, l'Afrique du Sud conserve sa première place en Afrique et son 52^e rang mondial pour la troisième année consécutive.

Ces résultats confirment le dynamisme de l'écosystème sud-africain des start-ups, tout en mettant en évidence des fragilités structurelles. StartupBlink classe en effet l'Afrique du Sud au 61^e rang mondial pour son environnement des affaires, reflétant des contraintes persistantes liées au climat des affaires, aux infrastructures et aux conditions de développement des entreprises innovantes. Si le gouvernement met en avant les progrès réalisés dans le numérique et l'entrepreneuriat, la capacité du pays à consolider sa position dépendra de la poursuite des réformes destinées à améliorer l'environnement économique et à

attirer davantage d'investissements privés dans l'innovation.

Angola

Corridor de Lobito : 753 MUSD pour moderniser la voie ferrée vers la RDC

La société Lobito Atlantic Railway (LAR), concessionnaire chargé de l'exploitation du corridor ferroviaire de Lobito, a bouclé un financement de 753 MUSD pour moderniser 1 300 km de voie ferrée entre le port de Lobito et la frontière avec la RDC. Ce financement, apporté à hauteur de 553 MUSD par la DFC (agence américaine de financement du développement international) et à hauteur de 200 MUSD par la BSA (banque de développement d'Afrique australe), doit permettre de multiplier par dix la capacité du corridor, à 4,6 Mt/an, et de réduire les coûts logistiques d'environ 30 %, renforçant la place de l'Angola comme axe d'exportation des minerais d'Afrique centrale.

Poursuite de la désinflation en juin

L'inflation angolaise a ralenti pour le 23ème mois consécutif, s'établissant à 10,11 % en juin 2026 en glissement annuel, contre 19,73 % en juin 2025, selon l'INE. La hausse des prix reste surtout portée par l'alimentation et les boissons non alcoolisées, qui contribuent à l'inflation total à hauteur de 64,6 % malgré une progression annuelle de 10,73 %. Les plus fortes hausses concernent les transports (+15,40 %), l'éducation (+13,40 %) et le logement/énergie (+11,14 %).

Privatisations : Unitel lance son offre publique de vente, une étape clé du programme Propriv.

L'opérateur télécoms angolais Unitel a officiellement lancé le processus d'introduction en bourse de 15 % de son capital à la BODIVA (Bourse de Luanda), après l'approbation de l'opération par la Commission des marchés de capitaux. Cette ouverture du capital s'inscrit dans le cadre du programme de privatisations PROPRIV et prévoit également 2 % du capital réservé aux salariés.

Nationalisée en 2022 dans le cadre de la campagne anticorruption du président João Lourenço, Unitel est aujourd'hui détenue à parts égales par l'IGAPE (agence des participations de l'Etat) et Sonangol. L'introduction en bourse vise à améliorer la gouvernance de l'entreprise, faciliter la levée de capitaux pour financer son développement technologique et consolider sa position de *leader* sur le marché angolais des télécommunications, où elle détenait 74 % de part de marché en 2024 avec près de 21 millions de clients.

Angola : l'offre de devises bondit de 23 % et soutient la stabilité du marché des changes

L'offre de devises en Angola a atteint 5,7 Md USD à fin mai 2026, en hausse de 23,43 % sur un an, selon la Banco Millennium Atlântico (BMA). Cette progression est portée par la hausse des prix du pétrole, une mobilisation accrue des devises par le Trésor et des réserves internationales solides. Les injections de la Banque nationale d'Angola ont été multipliées par près de cinq sur un an (+371,8 %), tandis que l'offre du Trésor a progressé de 86,2 %. À l'inverse, les apports du secteur pétrolier ont reculé de 5,4 %, à 2,05 Md USD.

L'Angola paie cher le recours à une dette bon marché : les mises en garde de Moody's et de Fitch »

L'Angola fait partie des pays africains ayant davantage recours aux TRS (dérivés de crédit sur transfert de rendement), des instruments financiers qui permettent d'obtenir des liquidités à moindre coût apparent en utilisant des titres souverains comme garantie. Ces instruments financiers complexes suscitent toutefois l'inquiétude de Fitch, de Moody's et du FMI, qui y voient un risque croissant pour les dettes souveraines africaines.

Un précédent angolais illustre cette vulnérabilité : un TRS d'un milliard de dollars aurait déclenché un appel de marge de 200 millions de dollars, c'est-à-dire une demande de garanties supplémentaires, obligeant l'Angola à mobiliser rapidement des liquidités importantes.

Les principaux risques identifiés sont le manque de transparence des contrats, la priorité accordée aux créanciers TRS et la possibilité d'une pression financière accrue en période de difficultés.

La Banque nationale d'Angola et la Banque centrale du Congo (RDC) signent un protocole d'accord pour renforcer la coopération institutionnelle.

Le gouverneur de la Banque nationale d'Angola (BNA), Manuel Tiago Dias, et le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), André Wameso Nkualoloki, ont signé mercredi 8 juillet, à Luanda, un protocole d'accord visant à renforcer l'intégration financière bilatérale et la stabilité des systèmes

financiers des deux pays, notamment dans les domaines des systèmes de paiement, des politiques monétaire et de change, des paiements numériques, de la gestion des réserves internationales, de la supervision bancaire et de la stabilité financière. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de membres des comités de direction de la Banque nationale d'Angola et de la Banque centrale du Congo.

Les Angolais représentent désormais 87 % de la main-d'œuvre du secteur pétrolier.

L'ensemble des effectifs du secteur pétrolier compte 37 034 professionnels, dont environ 5 800 occupent des fonctions de direction et d'encadrement.

Selon les chiffres publiés par la Direction nationale du contenu local (DNFCL), les travailleurs angolais représentent désormais 87 % de la main-d'œuvre du secteur pétrolier. Ces résultats témoignent des progrès réalisés dans la politique d'« angolisation » menée par le gouvernement et figurent dans le dernier bilan de la mise en œuvre du Décret présidentiel n° 271/20.

Le même rapport indique que le ministère des Ressources minérales, du Pétrole et du Gaz (MIREMPET) a homologué, entre 2022 et 2025, des contrats dans le secteur pétrolier d'une valeur totale de 54,4 Md USD, dont 97 % ont été attribués à des entreprises nationales dans le cadre de la politique de contenu local.

S'agissant des modes de passation des marchés, le régime de préférence a

représenté 74 % du volume total homologué sur la période, devant les appels à la concurrence (22 %) et le régime d'exclusivité (4 %). Cette répartition reflète le renforcement des capacités des entreprises nationales à répondre aux besoins de l'industrie.

Le rapport souligne également la progression du volume d'affaires des sociétés à capitaux angolais (SCA), dont le total des contrats est passé de 358 MUS\$ en 2022 à 733 MUS\$ en 2025, soit une hausse d'environ 104 %.

Botswana

Le ministère des Finances adopte un vaste paquet de réformes fiscales (RMB)

Le ministère botswanais des Finances a introduit, à compter du 1er juillet 2026, un vaste paquet de réformes fiscales visant à moderniser le cadre fiscal, élargir l'assiette fiscale et renforcer l'efficacité de l'administration des impôts. Est ainsi entrée en vigueur une nouvelle loi sur l'administration fiscale (*Tax Administration Act*), destinée à harmoniser les procédures applicables à l'impôt sur le revenu et à la TVA, à travers la mise en place d'un système de rescrits fiscaux contraignants, d'un tribunal fiscal, de mécanismes de déclaration volontaire, d'un registre des agents fiscaux ainsi que de procédures standardisées de déclaration et de paiement. Les lois relatives à l'impôt sur le revenu et à la TVA ont également été modifiées, tandis que la loi douanière a été amendée afin de renforcer le respect des obligations fiscales et la mobilisation des recettes.

Sur le plan fiscal, les principales mesures incluent une hausse du taux d'impôt sur

les sociétés, porté de 22 % à 24,5 %, l'introduction d'une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu des personnes physiques à 27,5 % pour les revenus annuels supérieurs à 400 000 Pula, ainsi qu'une révision des règles fiscales internationales, notamment concernant l'imposition des bénéfices rapatriés et certaines transactions transfrontalières. Le régime de TVA a également été élargi avec l'inclusion des services médicaux privés, l'obligation d'enregistrement à la TVA pour les prestataires de services numériques non-résidents et les huissiers de justice, ainsi que l'introduction de mécanismes d'autoliquidation. En contrepartie, les entreprises bénéficieront d'un allongement du délai de récupération de la TVA sur les intrants, porté de quatre à douze mois.

Ces réformes devraient contribuer à renforcer la mobilisation des recettes domestiques, améliorer la conformité fiscale et rapprocher le système fiscal botswanais des standards internationaux. Elles devraient toutefois entraîner une hausse de la charge fiscale pour les entreprises et les contribuables à hauts revenus, tout en imposant de nouvelles obligations administratives aux acteurs économiques.

CFAO Healthcare, filiale française de Toyota Tsusho, renforce sa présence en Afrique australe avec l'acquisition du distributeur de médicaments botswanais Medswana

CFAO Healthcare a acquis 75 % du capital du distributeur pharmaceutique botswanais Medswana, poursuivant ainsi son expansion en Afrique australe. Présent en Afrique du Sud depuis 2024 à la suite du rachat des activités

Consumer Healthcare de Sanofi (Opella Healthcare South Africa), le groupe entend structurer une plateforme régionale intégrée de distribution de produits pharmaceutiques. Leader du secteur au Botswana, Medswana distribue plus de 3 800 références auprès d'un réseau de plus de 200 fournisseurs. L'entreprise sera renommée Medswana Laborex et intégrée au réseau panafricain de CFAO Healthcare.

Cette opération s'inscrit dans la stratégie de CFAO Healthcare, filiale du groupe CFAO détenu par le japonais Toyota Tsusho, visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques sur le continent. Le Botswana, dont le système de santé est étroitement connecté au marché sud-africain, constitue une base stratégique pour le développement régional du groupe.

Mozambique

Le Mozambique clôture une nouvelle émission d'obligations du Trésor

Le gouvernement mozambicain a procédé, le 1er juillet, à la 7e émission d'obligations du Trésor (OT) de l'année (OT-2026-S7). Selon des informations officielles, l'État a placé 1,857 Mds MZN (25,4 M €) dans le cadre d'une opération d'échange de dette arrivée à échéance. L'opération portait sur des passifs de dette bilatérale échus et recensés au 15 juin 2026, venant à échéance le 30 juin 2031. Les nouvelles obligations ont un taux d'intérêt de 13,25 %.

Afin de préserver une certaine flexibilité dans la gestion du portefeuille d'obligations du Trésor, le gouvernement indique qu'il se réserve

la possibilité de procéder à des réouvertures d'adjudications (*reopening auctions*), sans préjudice du calendrier d'émission préalablement établi. Le calendrier des opérations d'échange des obligations du Trésor pour 2026 couvre neuf émissions : quatre émises en 2021, quatre en 2022 et une en 2023, toutes arrivant à échéance au cours de cette année.

Le PMI est remonté au seuil neutre de 50,0 points en juin Cette hausse signale une stabilisation de l'activité du secteur privé après deux mois consécutifs de contraction.

Cette amélioration s'explique par une légère progression de la production, des nouvelles commandes et de l'emploi, malgré une baisse ralentie des stocks et la persistance de contraintes dans les chaînes d'approvisionnement. En parallèle, les pressions sur les coûts se sont intensifiées, sous l'effet de la hausse des prix des intrants, notamment des carburants et des matériaux, entraînant une accélération des prix de vente. Enfin, l'indice des anticipations des entreprises a atteint son niveau le plus élevé des trois dernières années, reflétant l'optimisme des acteurs économiques quant à la contribution attendue des projets de GNL à l'activité économique.

TotalEnergies projette de construire une centrale solaire de 7,1 MW

TotalEnergies a lancé un appel à manifestations d'intérêt (clôturé le 30/06 dernier) pour des prestations d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) d'une centrale solaire de 7,1 MW sur la péninsule d'Afungi, sur le site du projet Mozambique LNG. L'appel d'offres a été publié sur son système sécurisé de

passation des marchés. Cette installation a pour objectif de soutenir les opérations du projet Mozambique LNG. L'entreprise retenue sera chargée de la construction, de l'installation et de l'exploitation de la centrale.

Namibie

La Namibie prépare un cadre législatif pour développer une filière électronucléaire

Le gouvernement namibien prépare une politique nationale sur l'énergie nucléaire, accompagnée d'un cadre législatif dédié, afin d'explorer le développement d'une filière électronucléaire domestique.

L'annonce a été faite par la présidente Netumbo Nandi-Ndaitwah à l'occasion de sa visite d'État en Chine, après une visite des installations de China General Nuclear Power Corporation (CGN), où la délégation namibienne a été présentée au cycle de transformation de l'uranium en combustible nucléaire. Troisième producteur mondial d'uranium (selon la World Nuclear Association, derrière le Kazakhstan et le Canada), la Namibie souhaite désormais aller au-delà de l'exportation de minerai brut afin de renforcer sa sécurité énergétique, de promouvoir la transformation locale et de soutenir son industrialisation bien que les activités d'enrichissement ne semblent pas réalistes à moyen terme.

Zambie

L'activité du secteur privé reste quasi stable en juin

L'indice PMI de la *Stanbic Bank Zambia*, compilé par *S&P Global* à partir d'une

enquête menée auprès d'environ 400 entreprises privées couvrant les principaux secteurs de l'économie, s'est établi à 49,9 en juin, contre 49,3 en mai. Un niveau inférieur à 50 indique une contraction de l'activité, tandis qu'un niveau supérieur à 50 signale une expansion.

Les conditions d'activité du secteur privé zambien sont ainsi restées globalement stables, dans un contexte marqué par une faible demande et une réduction de la circulation monétaire, qui ont entraîné un recul des nouvelles commandes pour le deuxième mois consécutif. La production a également légèrement diminué, bien qu'à un rythme plus modéré qu'en mai, le secteur manufacturier étant le plus affecté, suivi du commerce de gros et de détail.

Malgré cette faiblesse de l'activité, les entreprises restent prudemment optimistes quant aux perspectives à un an, ce qui a contribué à une reprise de l'emploi, avec la plus forte progression des effectifs depuis le début de l'année 2026. Les achats intermédiaires ont progressé pour le quatrième mois consécutif, favorisant une hausse des stocks, tandis que les coûts des intrants ont augmenté sous l'effet de la hausse des salaires, des prix de l'énergie et des pressions sur le taux de change. Les entreprises ont néanmoins réduit leurs prix de vente pour soutenir la demande, tandis que la confiance demeure positive, malgré un léger recul par rapport à mai.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr, iloe.caillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr, iloe.caillard@dgtresor.gouv.fr